

L'armée populaire de libération, miroir des trajectoires modernes de la chine

SANJUAN, Thierry, 2005, *Hérodote*, n° 116, pp. 164-174.

Résumé : Depuis les années 1980, une profonde réforme de l'armée chinoise s'est engagée dans le domaine doctrinal, avec une réduction des effectifs et une modernisation technologique. Hier armée populaire, elle est redéfinie comme un outil moderne de puissance devant relever des défis tant régionaux que globaux. Elle doit aussi pouvoir répondre aux contestations internes. Après les événements de 1989, la Police armée populaire s'est vue spécialisée dans ces tâches. La reconversion civile d'une partie du complexe militaro-industriel ne s'est pas non plus faite sans dérives affairistes. L'armée et la nation chinoise entretiennent ainsi des rapports complexes. Le militaire a longtemps été porteur des valeurs d'unité nationale et de modernisation socialiste, mais il est aussi un pouvoir dans l'État, un acteur tragique de répression politique, et enfin une force à laquelle dirigeants communistes et population chinoise demandent d'être l'expression d'une puissance retrouvée de la Chine.

La Chine est une puissance nucléaire, elle dispose de l'armée la plus nombreuse au monde et elle se trouve au carrefour de toutes les principales questions géopolitiques de l'Asie orientale et méridionale. Son essor économique actuel, relayé par une reconnaissance désormais complète dans les organisations internationales, en fait aujourd'hui la puissance émergente de la région Asie-Pacifique, aussi bien pôle de sécurité économique comme elle l'a prouvé lors de la crise asiatique que menace militaire pour ses voisins asiatiques. Parallèlement, la Chine dramatise un face-à-face de superpuissance, hier avec l'Union soviétique et aujourd'hui avec les États-Unis, dont elle a redouté et dénoncé successivement les tentatives d'encerclement politique et militaire.

Son nom l'indique : l'Armée de libération populaire ne se veut pas à l'origine être une simple force de sécurité nationale mais une émanation de la geste révolutionnaire qui a redonné son indépendance à la Chine après un siècle d'intrusion impérialiste – occidentale et japonaise – et permis la prise de pouvoir du Parti communiste chinois en 1949. Les relations entre l'armée et le pouvoir politique de la Chine contemporaine, se voulant tous deux l'émanation et les guides du peuple chinois, sont ainsi dès le départ fortement étroites.

Toutefois, suivant les temps de mobilisation idéologique des masses, de troubles internes ou de libéralisation pragmatique, et la situation géopolitique internationale de la Chine, les objectifs assignés à l'Armée de libération populaire ont varié. Depuis les années 1980, une profonde réforme s'est engagée dans le domaine doctrinal, accompagnée d'une réduction des effectifs et d'une modernisation technologique. Hier armée populaire, prête à la guérilla intérieure, l'armée chinoise est progressivement redéfinie comme un outil moderne de puissance devant être capable à terme de relever des défis militaires tant régionaux que globaux.

Parallèlement, l'Armée de libération populaire doit pouvoir répondre aux contestations internes de la population chinoise, qu'il s'agisse de mécontentements sociaux dans la Chine orientale et centrale ou de révoltes de populations minoritaires comme au Xinjiang ou au Tibet. Après les événements de 1989, une section séparée de l'armée s'est vue fortement renforcée et spécialisée dans ces tâches : la Police armée populaire.

Enfin, l'armée chinoise a hérité d'un gigantesque complexe militaro-industriel, qui participait activement du projet de développement économique et d'aménagement du territoire jusqu'aux années 1970, mais qui est dorénavant la proie des difficultés communes à tous les secteurs et entreprises d'État. Une reconversion d'une partie de ce patrimoine vers

l'économie civile et la modernisation nécessaire des industries d'armements ne sont pas non plus sans s'accompagner de dérives affairistes et de corruption.

L'armée et la nation chinoise entretiennent ainsi des rapports complexes. Le militaire est très largement présent dans la société, il a longtemps été porteur des valeurs d'unité nationale et de modernisation socialiste « au service du peuple » suivant l'expression maoïste, mais il est aussi un pouvoir dans l'État, l'acteur tragique de la répression de nombre de mécontentements populaires dont Tian'anmen reste le triste symbole, et par ailleurs une force à laquelle dirigeants communistes et population chinoise demandent aussi d'être l'expression d'une puissance retrouvée de la Chine.

Miroir des mutations chinoises, l'Armée de libération populaire doit être ainsi étudiée dans ses héritages idéologiques, dans la modernisation structurelle de ses vocations stratégiques et de son équipement, et enfin dans les réformes actuelles de son appareil industriel.

L'armée, héroïne révolutionnaire...

Le déclin puis la chute de l'Empire en 1911 et l'impuissance de la République jusqu'à son exil taiwanais de 1949 à jamais s'imposer sur l'ensemble du territoire chinois ont fait la part belle aux aventures militaires, alors que le pays était en parallèle la proie des convoitises occidentales et de l'occupation japonaise. Le généralissime Yuan Shikai succède à Sun Yat-sen à la présidence de la République et tente de se faire proclamer empereur. La Chine éclate sous la pression des pouvoirs militaires locaux et les « seigneurs de la guerre » prendront une part active dans la destinée du pays jusqu'au milieu du siècle.

Reprenant le modèle des « écoles de commandement rouge » créées par Trotsky en février 1918, l'Académie militaire de Huangpu à Canton devient en 1924 le lieu de formation militaire et politique de nombre de responsables aussi bien du Guomindang – Tchang Kai-chek dirige l'Académie – que du Parti communiste chinois – Zhou Enlai en est le directeur du département politique – : Lin Biao et Ye Jianying, futurs généraux communistes, y sont instruits. D'emblée, la formation révolutionnaire des deux principales forces politiques chinoises se traduit ainsi par un endoctrinement idéologique aussi intensif que par un entraînement militaire.

Après la rupture de 1927 et durant la guerre civile qui s'en suit, un temps officiellement interrompue par l'opposition commune aux Japonais, jusqu'à la victoire des communistes en 1949, Mao Zedong va imposer un changement de stratégie révolutionnaire qui privilégiera l'implantation dans les campagnes plutôt que dans les villes, *de facto* dans les montagnes et les régions enclavées plutôt que dans les plaines centrales, mais où la promotion politique de la révolution et d'un ralliement des populations rurales par la réforme agraire passera par les unités de base de l'armée communiste et un puissant encadrement militaire. Armée et populations, parmi lesquelles se développent aussi des unités de guérilla sans uniforme composées de « gardes rouges » à Jinggangshan dès 1928, s'unissent ainsi dans un souci de survie contre les troupes nationalistes et dans un idéal de conquête révolutionnaire.

La tactique maoïste retrouve ici d'anciens schémas de révoltes populaires, nées de communautés locales en opposition au pouvoir impérial, dont la plus importante dans l'histoire moderne est celle des Taiping, qui mit en échec la dynastie mandchoue des Qing entre 1850 et 1864. Une mythologie de la guerre populaire se met surtout en place et, au profit du Parti communiste chinois, elle va célébrer les gestes héroïques, dont la Longue Marche (octobre 1934 - octobre 1935), et leurs grandes figures militaires comme le futur maréchal Zhu De. Jusque dans les années 1980, les plus hauts dirigeants de la Chine communiste bénéficieront ainsi d'une légitimité aussi bien militaire que politique.

Encore en mai 1989, sur les huit Anciens qui décident du nettoyage de la place Tian'anmen, cinq ont un passé militaire glorieux : Deng Xiaoping est un vétéran de la Longue Marche et l'artisan de la victoire de Huaihai, qui écrase définitivement l'armée de Tchang Kai-shek ; Li Xiannian est un vétéran de la Longue Marche et l'ancien dirigeant d'une résistance active contre les Japonais dans les provinces des Hubei, Anhui et Henan ; Yang Shangkun est également un vétéran de la Longue Marche ; Bo Yibo est l'ancien fondateur du Corps des risque-la-mort ; enfin, Wang Zhen est un ancien membre de l'avant-garde de l'Armée rouge qui commence la Longue Marche et il devient après 1949 le spécialiste reconnu de la mise en valeur des terres en friche par des troupes armées depuis l'expérience de Nanniwan en 1941-1942. Leur prestige et leur maintien aux responsabilités leur permettent d'ignorer l'avis des deux derniers maréchaux alors encore en vie, Xu Xiangqian et Nie Rongzhen, qui se prononcent contre une répression militaire du mouvement étudiant.

Sous l'influence soviétique et à la suite de la guerre de Corée, l'Armée de libération populaire connaît une première modernisation entre 1954 et 1956. Une nouvelle hiérarchie militaire, à la tête de laquelle sont nommés dix maréchaux (Zhu De et Peng Dehuai, Lin Biao, Liu Bochong, He Long, Chen Yi, Luo Ronghuan, Xu Xiangqian, Nie Rongzhen et Ye Jianying), avec la création honorifique de trois ordres du mérite, s'accompagne du souci de professionnalisation et d'efficacité d'une armée nationale, ainsi que d'une loi sur le service militaire obligatoire.

Mais cette tendance est rapidement battue en brèche lors du Grand Bond en avant. Les luttes de pouvoir parmi les dirigeants communistes et les disputes idéologiques devant les dégâts du volontarisme maoïste vont paradoxalement amener à l'élimination des « professionnels » de l'armée et à la réaffirmation d'une primauté du politique. Le maréchal Peng Dehuai tombe après sa critique des résultats du Grand Bond à la réunion du Comité central de Lushan en août 1959. Il est remplacé dès le mois suivant à la tête du ministère de la Défense par Lin Biao, qui sera le bras droit militaire et politique de Mao Zedong durant notamment la Révolution culturelle et jusqu'à sa propre chute en 1971. Le 1^{er} juin 1965, les grades militaires et les uniformes de parade sont de nouveau abolis au profit de l'étoile rouge sur la casquette molle pour tous.

En fait, dans la période, l'Armée de libération populaire va fondamentalement garder son statut révolutionnaire et populaire, que les médias chinois glorifient grâce à une propagande très active et poussée à son extrême dans la deuxième moitié des années 1960. L'armée est systématiquement célébrée dans les opéras révolutionnaires et au cinéma pour sa résistance héroïque aux Japonais et aux nationalistes.

En retour, nous assistons à une militarisation formelle de la population civile elle-même, avec le culte de l'uniforme et un embrigadement idéologique où les manifestations étudiantes calquent l'ordonnancement rituel de l'armée. L'envoi impératif d'une partie des classes jeunes dans les régions frontalières, puis celui des « jeunes instruits » à la campagne à partir de 1967 relayent les propres départs d'unités de l'Armée de libération populaire dès le début des années 1950.

... au service du peuple

Xiao Hua, vétéran de la Longue Marche et alors directeur politique de l'Armée de libération populaire, déclare en 1959 que, « puisque notre armée est l'armée du peuple, elle doit continûment entretenir d'étroites relations avec les masses et se nourrir des acquis des luttes engagées par celles-ci. Sinon, l'armée sera comme un arbre sans racine, un courant dont la source est tarie, et perdra toute vitalité et puissance de combat ».

En 1962, l’emblème de cette armée issue du peuple et vouée au peuple trouve son héros, Lei Feng. Mao Zedong appelle à « apprendre du camarade Lei Feng », Liu Shaoqi souligne son « esprit simple mais grand engagé dans le service du peuple ».

Une image d’Épinal se met ainsi en place et instrumentalise la vie du fils d’une famille de paysans pauvres, né dans le Hunan en 1940, dont le père est mort de faim et la mère s’est suicidée après avoir été violée par un propriétaire terrien. L’enfant âgé de six ans devient alors un mendiant avant que, grâce à la révolution communiste, les autorités locales le prennent en charge et l’envoie à l’école. À seize ans, Lei Feng rejoint l’Armée de libération populaire, où il devient soldat, cuisinier et chauffeur de camion, et la légende le présente comme un homme dévoué aux autres et à son travail, quelle qu’en soit la difficulté, jusqu’à sa mort accidentelle en 1961. Son journal est alors publié et sa devise, « Vivre, c’est servir le peuple, c’est rendre les autres heureux », va devenir l’un des slogans ultimes de la révolution intérieure dans laquelle la Chine s’engage bientôt.

D’autres exemples de dévouement militaire sont également promus par la propagande dans tout le pays et encore aujourd’hui le gouvernement communiste continue à utiliser, à l’occasion, ces figures connues de tous les Chinois pour rappeler les valeurs de la communauté civique. Les murs de Pékin se couvrent ainsi de nouveau des portraits de Lei Feng, accompagnés d’une calligraphie de Mao Zedong invitant à étudier son exemple, au début des années 1990.

Lors de catastrophes, l’armée redevient l’acteur privilégié de la solidarité nationale. En 1998, elle fut officiellement – image relayée jusque dans les médias occidentaux – le premier secours des sinistrés des inondations dans la moyenne vallée du Yangzi et dans la province du Heilongjiang. Inscrits plus encore dans la vie quotidienne, les militaires sont fréquemment représentés sur des affiches murales aidant une personne âgée ou un handicapé.

De la guerre populaire à une armée de défense nationale

Jusqu’au milieu des années 1980, la doctrine militaire de l’Armée de libération populaire reste *de facto* fidèle aux principes énoncés par Mao Zedong dans les années 1930.

La doctrine maoïste est centrée sur l’idée de « guerre populaire ». Elle favorise la guerre de partisans, suivant une stratégie d’attraction de l’ennemi au sein du territoire chinois en abandonnant certaines villes ou régions pour ensuite mieux le harceler et l’éliminer grâce à une participation active du peuple lui-même. Le repli est ainsi la première étape d’une stratégie d’attaque, mais qui n’excède pas les frontières du territoire national. Elle exige surtout de former la population à des techniques de guérillas armées et aboutit à la création d’une très nombreuse milice s’articulant sur les entités administratives et politiques à très grandes échelles que mettent en place les dirigeants communistes dans les années 1950. La milice, prolongée des forces en réserve de l’Armée de libération populaire, compte des millions de civils.

La République populaire opte parallèlement pour une stratégie complémentaire, celle de la dissuasion nucléaire. Isolée après sa rupture avec l’Union soviétique, la Chine se pense menacée sur ses frontières tant terrestres que maritimes, et elle procède à un premier essai nucléaire le 16 octobre 1964. Elle entend dès lors se donner les moyens d’une riposte globale en cas de conflit majeur. L’arme nucléaire offre par ailleurs au pouvoir chinois un prestige interne et une image de grande puissance qui peut lui permettre de revenir sur le devant de la scène internationale dans les années 1970, au détriment de Taiwan.

Dans les années 1980, la situation géopolitique de la Chine se détend cependant. La République populaire a été reconnue diplomatiquement par les Etats-Unis et l’Union soviétique devient moins menaçante surtout avec l’arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir à Moscou. Parallèlement, Deng Xiaoping et les réformateurs ont lancé la politique de

« réformes et d'ouverture ». Une nouvelle doctrine militaire se met alors en place, qui avait été esquissée dès la politique de modernisation militaire de 1973 et le discours interne de Deng Xiaoping en tant que vice-président de la Commission centrale des affaires militaires et général en chef de l'Armée de libération populaire en 1975, mais n'est définitivement officialisée qu'en 1985. L'échec de l'offensive chinoise au Viêt-nam en 1979 a d'ailleurs clairement obligé à un changement de stratégie.

La doctrine de la « guerre populaire » est alors formellement remplacée par celle de la « guerre populaire sous des conditions modernes ». L'Armée de libération populaire doit désormais se préparer à des conflits qui sont frontaliers voire hors de son territoire et surtout d'échelle locale. Il ne s'agit plus de se défendre contre une agression intérieure ou globale mais de prendre des initiatives actives et préventives, et donc de répondre aux défis d'une guerre moderne ponctuelle et professionnelle. Les villes et les points névralgiques de l'économie du pays deviennent les priorités du dispositif de défense armée.

Sous l'influence d'un renouvellement des cadres de l'armée, et de l'arrivée à ses commandes d'une génération d'officiers chinois qui ont fait leurs premières armes pendant la guerre de Corée, la réforme doctrinale va dès lors engager l'Armée de libération populaire dans la voie d'une professionnalisation et d'une modernisation intensives. Des unités de base peu nombreuses, mais fortement équipées et bien formées, doivent être privilégiées contre les anciens scénarios maoïstes d'une lutte fondée sur le nombre. Les concepts employés sont désormais ceux de « frontière stratégique », de « dissuasion stratégique », de « victoire par des troupes d'élite », d'« initiative victorieuse par une attaque en premier », de « victoire de la supériorité sur l'infériorité » et d'« engagement d'une bataille rapide pour aboutir à une conclusion rapide ».

Vers une armée moderne

La guerre du Golfe en 1991 va par ailleurs renforcer la conviction des militaires chinois dans leurs réorientations stratégiques et souligner l'urgence d'une modernisation technologique de l'armement, ainsi que d'une meilleure formation des officiers grâce aux écoles militaires comme l'Université de défense nationale fondée en 1985 et d'un entraînement accru des troupes avec la multiplication des exercices réels de grande ampleur. Le haut commandement chinois s'efforce également d'intensifier les exercices combinés entre les armées de terre, de mer et de l'air. Mais cette modernisation se heurte encore aujourd'hui à des transferts sélectifs de technologies étrangères, depuis la Russie ou Israël notamment.

Dans un tel contexte de modernisation, où les officiers supérieurs chinois tirent désormais leur légitimité de leur professionnalisme et non de leur expérience passée au feu, l'Armée de libération populaire est l'objet d'un fort mouvement de démobilisation. Les effectifs de l'armée chinoise avaient augmenté de 2,4 à 4,8 millions entre 1965 et 1981, ils ont ensuite fortement diminué : 3 millions en 1990 et 2,3 millions en 2002. La milice est plus encore réduite et elle perd radicalement de son rôle stratégique.

Cette rationalisation des forces s'accompagne d'une réduction du nombre des régions militaires de onze à sept en 1985. La région de Pékin comprend aujourd'hui les garnisons de Pékin et Tianjin, ainsi que les districts des Hebei, Mongolie intérieure et Shanxi ; celle de Chengdu la garnison de Chongqing, ainsi que les districts des Guizhou, Sichuan et Tibet ; celle de Canton les districts des Guangdong, Guangxi, Hainan, Hubei et Hunan ; celle de Jinan les districts des Henan et Shandong ; celle de Lanzhou les districts des Gansu, Ningxia, Qinghai, Shaanxi et Xinjiang ; celle de Nankin la garnison de Shanghai, ainsi que les districts des Anhui, Fujian, Jiangsu, Jiangxi et Zhejiang ; et celle de Shenyang les districts des Heilongjiang, Jilin et Liaoning.

Selon les statistiques officielles, la part des dépenses totales de l'État chinois consacrée à la défense augmente logiquement en valeurs absolues mais diminue proportionnellement depuis le lancement des réformes : 16 % en 1980, 10 % en 1985, 9 % en 1990, 8 % en 2000 et toujours 8 % en 2003, avec 190 milliards de yuans.

Dans les faits, les dirigeants politiques essayent également de rejeter l'armée dans les sphères strictes du militaire. Lors du chaos engendré par la Révolution culturelle, les pouvoirs militaires locaux avaient en effet été les seuls points d'appui pour un retour à l'ordre et ils s'étaient octroyé un poids administratif en conséquence. Depuis la fin des années 1960, les différentes provinces étaient *de facto* largement dirigées par les commandements militaires. La Chine denguiste va progressivement réduire leur influence civile et ré-imposer l'autorité du politique. Les représentants militaires disparaissent des instances administratives dans les années 1980.

Même si le service militaire est réformé et tous les jeunes Chinois y sont désormais astreints au début des années 1990, les liens hier fusionnels entre la population civile et l'armée se dénouent avec la fin d'un totalitarisme idéologique, l'apparition de nouvelles valeurs comme la réussite personnelle et la consommation, et une conception limitant l'armée à son rôle de défense nationale.

Police armée populaire et ordre intérieur

Surtout, à la suite des événements de 1989, l'enjeu pour le pouvoir politique est dorénavant de disposer d'une force armée qui puisse répondre aux troubles intérieurs liés aux difficultés des réformes urbaines, aux mécontentements des campagnes et aux revendications autonomistes voire indépendantistes des nationalités minoritaires du Xinjiang et du Tibet.

Les dirigeants lancent ainsi un mouvement de forte politisation interne des forces armées. Ils soulignent par ailleurs la faible efficacité de leur Police armée populaire au printemps 1989, et en dénoncent les insuffisances de l'entraînement, la faible discipline et la corruption.

La création d'une police armée chinoise remonte à la fondation de la République populaire, et celle-ci dépend alternativement des ministères de la Sécurité publique et de la Défense nationale. En 1982, la Police armée populaire est officiellement créée et elle se trouve initialement constituée des unités du contrôle intérieur et de la construction économique. En 1985 lui sont adjointes les troupes de défense des frontières et de lutte contre les incendies.

Après 1989, les autorités centrales la spécialisent dans la réponse armée aux contestations internes, et favorisent alors sa modernisation et un accroissement de ses effectifs : 400 000 en 1982, 900 000 en 1996 et 1,5 million en 2002.

Au milieu des années 1990, les troupes du contrôle intérieur ont pour fonction la garde des institutions clés de l'État et des prisons, des actions anti-émeutes et des secours envers les victimes de désastres naturels, avec des unités mobiles de réponse rapide, et elles étaient au nombre de 441 000 ; celles de la défense des frontières et de la lutte contre les incendies au nombre de 186 000 ; celles de la prospection des ressources en or, des communications, de l'eau, de l'électricité et des forêts à celui de 69 000.

Dans les années 1990, la Police armée populaire s'est chargée notamment de la répression des émeutes tibétaines et ouïghoures. Après les événements de Yining en 1997, où avait été proclamé un État islamique indépendant, Pékin a envoyé plusieurs milliers de membres de la Police armée populaire pour rétablir l'ordre. Dans la province du Guangdong, les régiments de la défense côtière se sont largement fait connaître dans la lutte contre la piraterie et la contrebande, jusqu'à parfois s'engager au-delà des eaux territoriales chinoises.

Réforme de l'appareil militaro-industriel et affairisme

L'Armée de libération populaire a ainsi connu une redéfinition radicale de ses objectifs militaires et une forte démobilisation depuis la moitié des années 1980. Elle a plus encore été affrontée à une reconversion de son patrimoine industriel et des hommes qu'elle démobilisait. L'armée chinoise est en effet depuis le début de la République populaire un acteur important du développement des marges frontalières et de l'économie nationale, et elle a été longtemps un moyen pour beaucoup, notamment issus du monde rural, de s'assurer une promotion sociale et des avantages de base.

Au Xinjiang, les troupes chinoises sont pionnières dans la colonisation et la mise en valeur de la région afin de contrôler cette partie de l'Asie centrale, accéder à ses ressources naturelles et valider les délimitations frontalières de l'État-nation chinois avec l'Union soviétique. Durant la guerre de Corée, seules les troupes chinoises basées au Xinjiang étaient autorisées à poursuivre l'œuvre de développement qu'elles y avaient engagée au lendemain de la victoire communiste : construction de routes, développement de fronts agricoles avec des fermes d'État relevant des forces armées, modernisation urbaine et création de pôles industriels.

Le complexe militaro-industriel va s'étoffer prodigieusement au fil des années et bénéficier notamment de la politique de la « troisième ligne de défense » pendant la Révolution culturelle, qui privilégiait les villes de Chine centrale, avec Xi'an, Chengdu, Chongqing et Kunming, pour la constitution de combinats militaro-industriels à l'abri d'éventuelles agressions américaines le long du littoral ou soviétiques sur les frontières terrestres.

Aujourd'hui, cet héritage industriel est pénalisé par sa vétusté et son manque de moyens financiers. Les industries d'armement ne bénéficient pas de transferts suffisants de technologies modernes et la Chine vend des armes à peu de pays dans le monde. Par ailleurs, ces combinats souffrent de leur fréquent enclavement, d'une gestion administrative archaïque au regard des exigences actuelles du marché, et plus largement des handicaps des entreprises d'État : manque de rentabilité, faible productivité et lourdeur des fonctions sociales, mauvaise intégration aux réseaux industriels et marchands.

Une large part des activités économiques héritées ont été rendues au secteur civil ou aux administrations ministérielles concernées, comme les industries, les fermes ou les routes liées aux implantations de l'Armée de libération populaire au Xinjiang.

Une partie des officiers ou soldats démobilisés ont ainsi gardé leur travail initial mais relevant d'autres institutions, ou bien ont été reversés dans la Police armée populaire. Toutefois, d'autres ont vécu de tels transferts comme des drames, leur ôtant les avantages sociaux de l'armée et les contraignant à se réinscrire dans des tissus professionnels auxquels ils n'étaient pas préparés – et qui ne les accueilleraient pas toujours avec enthousiasme... En fait, cette démobilisation a aussi souvent touché les officiers les plus jeunes, donc les plus dynamiques et les plus adaptables, suscitant en retour une perte de qualité pour l'armée chinoise.

Enfin, comme toutes les institutions chinoises même quand leur vocation était étrangère à l'activité économique, les unités militaires locales se sont très souvent lancées dans de nouvelles entreprises industrielles ou tertiaires lucratives, et directement liées aux besoins d'une société de consommation en plein essor.

Qu'il s'agisse de fabriquer des chaussures ou de construire des hôtels – comme le Palace Hotel à Pékin –, l'Armée de libération populaire s'est laissé gagner par les lois du marché et tire aujourd'hui une part de ses revenus locaux de telles activités. Mais cette plongée dans les affaires n'a pas été sans des dérives et une corruption fréquente, et le pouvoir central avec Jiang Zemin s'est attaché tout au long des années 1990 de contraindre les forces

armées à abandonner le terrain économique extra-militaire pour revenir à leur stricte vocation de défense nationale.

Aujourd'hui, l'élite politique au pouvoir n'a plus de légitimité militaire propre. Les officiers supérieurs de l'Armée de libération populaire n'ont eux-mêmes plus le passé glorifié de la révolution chinoise ou de la guerre de Corée. L'armée chinoise n'est surtout plus portée par une idéologie fusionnelle qui en faisait l'émanation de la nation. Depuis le milieu des années 1980, nous assistons en fait à une réorientation de l'armée chinoise dans ses objectifs stratégiques et une professionnalisation dans ses moyens. Elle a pour vocation la défense techniquement moderne d'un État-nation et doit incarner un aspect décisif de la montée en puissance de la Chine. Il semble en cela que le haut commandement militaire sache influencer auprès du pouvoir politique dans l'appréciation des menaces extérieures notamment américaines. L'Armée de libération, d'héroïne révolutionnaire et populaire, s'est ainsi mise désormais au service géopolitique de l'État chinois dans le monde.

Bibliographie :

- BIANCO, Lucien, et Yves CHEVRIER, dir., *La Chine. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, Paris, Éditions ouvrières et Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- BLASKO, Dennis J., KLAPAKIS, Philip T., et John F. CORBETT Jr, « Training tomorrow's PLA : a mixed bag of tricks », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 488-524.
- BRISSET, Jean-Vincent, *La Chine. Une puissance encerclée ?*, Paris, PUF, 2002.
- CHEUNG, Tai-ming, « Profits over professionalism : the PLA's economic activities and the impact on military unity », dans Richard H. Yang *et al.*, dir., *Chinese Regionalism. The Security Dimension*, Boulder, Westview Press, 1994, p. 85-110.
- CHEUNG, Tai-ming, « Guarding China's domestic front line : the people's armed police and China's stability », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 525-547.
- DING, Arthur S., « China's defence finance : content, process and administration », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 428-442.
- FRANKENSTEIN, John, et Bates GILL, « Current and future challenges facing Chinese defence industries », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 394-427.
- GITTINGS, John, *The Role of the Chinese Army*, Londres, Oxford University Press, 1967.
- GUILLERMAZ, Jacques, *Histoire du Parti communiste chinois*, Paris, Payot, 1975, 2 tomes.
- GUILLERMAZ, Jacques, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, Paris, Payot, 1979, 2 tomes.
- JOFFE, Ellis, « Party-army relations in Chhina : retrospect and prospect », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 299-314.
- LI, Nan, « The PLA's evolving warfighting doctrine, strategy and tactics, 1985-95 : a Chinese perspective », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 443-463.
- MAO, Zedong, *Six écrits militaires*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1976.
- SHAMBAUGH, David, « China's military in transition : politics, professionalism, procurement and power projection », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 265-298.
- SHAMBAUGH, David, *Modernizing China's Military. Progress, Problems and Prospects*, Berkeley, University of California Press, 2002.
- SHICHOR, Yitzhak, « Demobilization : the dialectics of PLA troop reduction », *The China Quarterly*, 1996, 146, p. 336-359.
- ZHANG, Liang, *Les Archives Tian'anmen*, Paris, Le Félin, 2004.
- Zhongguo tongji nianjian* [Annuaire statistique de Chine], Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 2004.